Démonstration de force des agriculteurs à Paris

Plus de mille tracteurs ont bloqué, hier, les principaux accès de la capitale. À l'appel des syndicats FNSEA et JA, ces agriculteurs réclament de vraies négociations avec la grande distribution.

Reportage

Ils ne sont pas convaincus par les bienfaits de la loi alimentation (Egalim), c'est le moins qu'on puisse dire. **« On y a cru, on a joué le jeu, on a construit cette loi... et on n'en voit pas les retombées »**, résume Pierre Lebaillif, 35 ans, JA dans l'Eure, près de Bernay. Alors, comme ses collègues, il est monté dans son tracteur la nuit dernière, pour 4-5 h de route.

Destination Paris, par l'A13, Boulogne, Auteuil et porte de Saint-Cloud, l'un des points de ralliement de cette manifestation nationale, mercredi. Un peu plus de mille tracteurs, au total, venus des Hauts-de-France, de Normandie, d'Île de France, du Grand-Est, du Centre-Val de Loire et de Bourgogne-Franche Comté.

Le périphérique a été bloqué dès le début de la journée.

| PHOTO : DANIEL FOURAY, OUEST-FRANCE

La confrontation dure tout l'après-midi

Vers 7 h, ils commencent à se rejoindre. À Boulogne, l'A13 se vide, c'est impressionnant. Près de 80 tracteurs normands sont retenus sur une file par la police. À 9 h 30, le périphérique se vide à son tour. Les tracteurs jouent au chat et à la souris avec les forces de sécurité : au lieu de se rejoindre et de ne former qu'un seul cortège, ils bloquent plusieurs accès.

Porte Dauphine, tout le monde les attend, de pied ferme : police et CRS ont bloqué l'avenue Foch par de grandes barrières, juste avant l'Arc de triomphe. Hors de question que les tracteurs s'y rassemblent comme prévu. Pas grave. Les tracteurs bloquent le périphérique : vers 10 h, les deux sens sont bloqués. Seuls scooters et motos peuvent encore passer.

Vers 10 h 30, habilement, des voitures et des fourgons s'invitent sur les Champs-Élysées : devant le prestigieux hôtel George-V, ils déversent des bottes de paille. Provocation, un sit-in est organisé à deux pas, sur la terrasse du célèbre restaurant Fouquet's. Les CRS serrent de très près les quelque 300 manifestants. Le face-à-face, tendu, reste calme.

Pour se protéger de la pluie, les manifestants déploient des barnums. Et tour à tour, les leaders syndicaux prennent la parole. Ils réclament **« un rendez-vous immédiat avec le Président Macron »**. Faute de quoi, ils continueront à bloquer et le périphérique et les Champs-Élysées...

Passé 14 h, les CRS font dégager, une à une, les voitures et les fourgons bloquant les Champs. Mais la confrontation va durer tout l'après-midi. En fin de journée, les syndicats agricoles annonçaient avoir obtenu des avancées de la part de l'Elysée. Ils ont rendez-vous mardi 3 décembre avec le Premier ministre.

Christophe VIOLETTE.

« On n'en peut plus d'être montrés du doigt »

Témoignages

Membre du syndicat Jeunes agriculteurs (JA) dans l'Eure, près de Bernay, Pierre Lebaillif a 35 ans. Avec son frère Louis, il tient un Gaec d'une centaine de vaches laitières, sur 200 ha de cultures et d'herbe. Il constate que dans le **« jeu de dupes »** de la loi Égalim, **« seules quelques enseignes ont joué le jeu, avec une vraie transparence sur les prix. Mais toutes les autres... On veut de vraies négociations, du donnant-donnant. »**

Pierre Lebaillif.

| PHOTO : DANIEL FOURAY, OUEST-FRANCE

Romain, JA de 25 ans, installé lui aussi près de Bernay (grandes cultures sur 175 ha, 20 vaches allaitantes, volailles label rouge et pommes à cidre) y ajoute **« la concurrence internationale, que ce gouvernement favorise »** avec les traités commerciaux internationaux. Il n'en peut plus de voir l'agriculture française **« pointée du doigt, alors que c'est l'une des plus propres au monde. »**

Un mot d'ordre bien au diapason de celui lancé par Christiane Lambert, présidente du syndicat FNSEA, qui réclame **« l'arrêt des distorsions franco-françaises et une véritable efficacité de la loi Égalim »**.

Le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a réagi, hier, déclarant **« soutenir la colère des agriculteurs, il y en a assez de ce dénigrement »**. Quant à la loi Égalim, **« elle n'a pas encore assez porté ses fruits »**. Mais l'expérimentation se poursuit, **« c'est le début de nouvelles discussions** [avec la grande distribution, NDLR] **et, là, il faut que ça paye »**.

C. V.

Des actions ont ciblé toute la France

Troisième épisode. Après deux journées de mobilisation nationale, les 8 et 22 octobre, des actions étaient de nouveau organisées dans toute la France hier, à l'appel de la FNSEA, principal syndicat agricole, et des Jeunes agriculteurs. Grosse pagaille à Paris, centre névralgique de la mobilisation, mais aussi à Toulouse ou à Lyon, où près de 500 tracteurs et voitures ont convergé d'Auvergne-Rhône-Alpes et bloqué les principaux accès autoroutiers de l'agglomération.

Les supermarchés visés

Dans l'Ouest, peu de tracteurs sur les routes. Les syndicats ont concentré leurs actions sur les grandes surfaces et les industries agroalimentaires, à qui ils reprochent de profiter de la hausse des prix dans les magasins, sans reverser les marges aux paysans. À Ancenis (Loire-Atlantique), des chariots de course ont été entassés à l'entrée de la coopérative Terrena. À Ploërmel (Morbihan), des agriculteurs se sont rassemblés devant le centre Leclerc. Dans des supermarchés du Mans (Sarthe), des agriculteurs ont apposé des étiquettes rouges sur les produits alimentaires à l'origine floue et traqué **« les promotions abusives »**...

Opération de contrôle d'étiquetage, hier, au Mans.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

Si les syndicats agricoles ne comptent pas se joindre au mouvement de grève national du 5 décembre contre la réforme des retraites, ils envisagent de renouveler leur mobilisation à grande échelle pour faire entendre leur **« ras-le-bol »**.

Scanned by CamScanner